

| |
|--------------------|
| DEPARTEMENT |
| LOIRET |
| CANTON |
| CHALETTE-SUR-LOING |
| COMMUNE |
| CHALETTE-SUR-LOING |
| NATURE DE L'ACTE |
| 5.8 |

REPUBLIQUE
FRANCAISE

N° :61/2023

Liberté - Egalité
Fraternité

DECISION

**SAISIE EN REFERE DU PRESIDENT DU TGI
EN VUE D'OBTENIR UNE ORDONNANCE D'EXPULSION DE LA COMMUNAUTÉ
DES GENS DU VOYAGE OCCUPANT ILLEGALEMENT LE DOMAINE PRIVÉ
COMMUNAL
DESIGNATION D'UN AVOCAT
ET AUTORISATION DE PAIEMENT DE SES HONORAIRES**

Le Maire de la Ville de Chalette-sur-Loing,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2122-22 et L 2122-23,

VU la délibération du 13 juin 2020, reçue en préfecture le 16 juin 2020, par laquelle le Conseil municipal a délégué à son maire, pour la durée du mandat, une partie de ses attributions, en vertu de l'article L 2122-22 du CGCT,

VU le rapport d'intervention de la police municipale n° 201/PM/2023 du 6 novembre 2023 constatant l'occupation illégale du domaine privé sur le site de l'ancienne usine Van Leeuwen Tubes, situé rue Nelson Mandela, par des membres de deux communautés des gens du voyage ayant installé sur place leurs véhicules et leurs caravanes et démonté un panneau de clôture de l'enceinte le long de la rue Nelson Mandela afin de réaliser un accès direct sur ladite rue ;

Considérant l'atteinte portée au droit de propriété et à la salubrité publique par cette implantation qui se situe en un lieu non aménagé n'offrant pas de garantie sanitaire suffisante ;

Considérant la gêne occasionnée par cette implantation sur le domaine privé communal, en plein cœur de la ville, en raison de la présence de nombreux véhicules et caravanes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : de saisir en référé le Président du Tribunal de Grande Instance de Montargis afin qu'une ordonnance d'expulsion soit rendue à l'encontre des personnes occupant illégalement le domaine privé communal sur le site de l'ancienne usine Van Leeuwen Tubes, rue Nelson Mandela ;

ARTICLE 2 : le cabinet d'avocats de Maître DUBOSC, du barreau de Montargis, est désigné pour défendre les intérêts de la commune et mettre en œuvre toutes les procédures utiles dans cette affaire ;

ARTICLE 3 : Le règlement des honoraires d'avocat et des frais d'huissier en lien avec cette affaire est autorisé ;

ARTICLE 4 : La présente décision sera transmise à La Préfecture du Loiret et inscrite au registre des décisions municipales.

Fait à Chalette sur Loing, le 16 novembre 2023

Le Maire, Franck DEMAUMONT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20231117-DE_2023_61-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023